

Par M. McMillan :

Q. Que signifient donc les 12 pour 100 et les bonus dont il a été question il y a un moment?—R. Voici ce qui en est. J'ai passé une nuit à Larimore et bien que ce fut en été, il y faisait très froid. J'ai constaté que les deux tiers des maisons étaient fermées. Justement en arrière de l'hôtel, il y avait une espèce de place où se trouvaient réunis une quinzaine de charriots. Les bœufs étaient attachés autour des voitures. Ces animaux faisaient pitié. Je ne savais vraiment pas ce que pouvait être un être maigre avant d'avoir vu ceux-là. Il y avait là aussi quelques vaches, des instruments d'agriculture, des lieuses et des faucheuses. On aurait dit une exposition agricole. Je demandai ce que cela signifiait et l'on me dit que c'était le shérif qui avait réuni tous ce bétail et ces instruments pour les vendre. J'en fis une maladie. Ces pauvres gens me disaient qu'ils avaient été obligés de payer jusqu'à 160 pour 100 pour se procurer de l'argent. Ils étaient au moins une douzaine à l'hôtel et ne savaient pas que j'étais agent d'immigration; ils me prenaient pour un cultivateur venu d'ailleurs et me racontaient leur misère. J'eus ainsi de leurs propres bouches une relation exacte des choses. Dans une maison voisine qui avait été autrefois un grand hôtel se trouvaient les femmes et les enfants de ces malheureux. Il n'y avait pas de feu et tout ce monde là grelottait et faisait pitié à voir. Je n'ai jamais vu plus de misère qu'il y en avait là. Le Canada est un autre pays que celui là. Telle est, M. le Président, la condition de cette ville de Larimore et des townships voisins.

M. TROW.—Etes-vous resté pour la vente du shérif?

M. WEBSTER.—Non je suis reparti le lendemain matin. J'ai demandé aux gens combien tout ces articles allaient se vendre et il m'ont dit qu'il y aurait à peine pour payer les frais; que tous les officiers étaient des vampires et que les taxes atteignaient le chiffre de \$35.00. Les écoles publiques étaient presque toutes fermées dans les comtés de Ramsay et de Nelson. Il y deux ans, ils avaient payé leur instituteur en lui donnant une terre. Cette année les banques et courtiers ne veulent plus avancer \$5.00 sur une terre. J'ai vu des maisons d'écoles en plusieurs endroits et elles étaient vides. Voilà ce que c'est que ce pays. Les lettres que je vous ai lues ressemblent aux 200 autres que j'ai sous la main et que je puis mettre sur la table du comité.

M. TROW.—Recommanderiez vous au gouvernement de louer un train et d'envoyer chercher tous ces gens là?

M. WEBSTER.—Ma recommandation vaudrait peu de chose; mais je vous dirai en toute sincérité que si j'avais eu la fortune de Vanderbilt quand j'ai quitté le Dakota, j'aurais amené avec moi 5,000 personnes que j'aurais placées dans le Nord-Ouest. J'étais chagrin de voir ces pauvres gens parmi lesquels se trouvaient beaucoup de canadiens regretter si amèrement leur sort. L'homme qui m'a amené de Devil's Lake à Fort Totten était du pays du sénateur Perley. Il recevait une petite subvention du gouvernement pour transporter les malles d'un endroit à l'autre. Il me demanda des brochures sur le Nord-Ouest et à mon retour je lui en ai envoyé un bon nombre.

M. LABROSSE.—Avez-vous rencontré des canadiens français?

M. WEBSTER.—Quelques-uns seulement, le long de la Rivière Rouge. J'ai peu de chose à dire de la Rivière Rouge qui est un bon pays.

M. PATTERSON (Brant).—N'avez-vous pas rencontré des habitants à l'aise dans cette contrée? Est-ce que tous étaient pauvres comme vous dites?

M. WEBSTER.—Il n'y a personne à l'aise dans ces parages aujourd'hui. Il y a trois ans les grains ont gelé; l'année suivante la récolte a été mauvaise et cette année rien n'a poussé.

M. WILSON (Elgin).—Ça empire d'année en année.

M. PATTERSON.—Que vont devenir toutes ces pauvres familles? A-t-on pris quelques moyens de venir à leur secours?

M. WEBSTER.—Oui. On a hypothéqué les comtés il y a deux ans, presque pour le montant de leur valeur, c'est-à-dire autant que la loi du pays le permettait. Cette somme est épuisée aujourd'hui. Cette année une partie de ces comtés ne peut plus être endettée faute de ressources et les gouverneurs se sont adressés au gouver-